

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTPELLIER**

N° 1700352

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**ASSOCIATION SAUVEGARDE DES
AVANT-MONTS et autres**

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Daphné Lorriaux
Rapporteur

Le tribunal administratif de Montpellier

(5ème chambre)

M. Louis-Noël Lafay
Rapporteur public

Audience du 4 septembre 2018
Lecture du 27 septembre 2018

29-035

44-045

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des pièces complémentaires, enregistrées les 23 et 25 janvier 2017, l'association Sauvegarde des Avant-Monts (SAM), M. et Mme Roger et Maryse Veyrac, M. et Mme John et Corinne Adams, M. et Mme Bernard et Françoise Petit, M. et Mme Victor et Cornélia Nickolson, M. Etienne Hiernaux, Mme Brigitte Marchand, M. Oscar Kallai, M. Stéphane Quiquerez, M. Jean-Paul Quiquerez, M. et Mme Maurice et Danièle Léger, M. Abdon Auberthie, Mme Elia Steckly, M. Charles Leduc, Mme Michèle Vernier, M. Yves Chabas, M. Francis Garrido, représentés par Me Audouin, demandent au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 22 novembre 2016 du préfet de l'Hérault portant dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune sauvage protégées, pour la réalisation du parc éolien des Avants-Monts à Ferrières-Poussarou ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat et de la société Parc éolien des Avant-Monts la somme de 1 500 euros, au bénéfice de chacun des requérants, au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils soutiennent que :

- leur requête est parfaitement recevable ;
- la motivation de l'arrêté est insuffisante ;
- l'arrêté litigieux méconnaît les dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement dès lors que le préfet n'apporte pas la preuve qu'il a recherché une solution alternative et renvoie aux conclusions de l'étude d'impact déterminées pour l'autorisation d'exploiter alors que la demande de dérogation relève d'une législation distincte ;

- l'arrêté critiqué est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation, le préfet ne précisant pas en quoi les compléments de dossier et engagements fournis le 1^{er} août 2016 par la SAS Parc éolien des Avants-Monts sont de nature à répondre aux réserves attachées à l'avis de la DREAL et surtout à celui défavorable du Conseil national de protection de la faune.

Par un mémoire en défense, enregistré le 10 avril 2017, le préfet de l'Hérault conclut au rejet de la requête.

Il soutient que :

- le moyen tiré de l'absence de précision quant aux compléments de dossier et engagements fournis par la SAS Parc éolien des Avant-Monts est inopérant ;
- les autres moyens ne sont pas fondés.

Par un mémoire en défense, enregistré le 3 novembre 2017, la SAS Parc éolien des Avant-Monts, représentée par Me Elfassi, conclut au rejet de la requête et demande que les requérants soient solidairement condamnés au versement d'une somme de 150 euros chacun au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Elle soutient que :

- les requérants ne justifient pas de leur intérêt à agir ;
- aucun des moyens soulevés par les requérants n'est fondé.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore protégées ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Lorriaux, rapporteure,
- les conclusions de M. Lafay, rapporteur public,
- les observations de Me Moukoko pour l'association Sauvegarde des Avant-Monts et autres,
- les explications de M. Sobierajewicz pour le préfet de l'Hérault,
- et les observations de Me Jacquier, pour la SAS Parc éolien des Avant-Monts.

Considérant ce qui suit :

1. Le 23 juillet 2014, le préfet de l'Hérault a autorisé l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Ferrières-Poussarou. Par un jugement du 20 décembre 2016, dont l'appel est actuellement pendant devant la cour administrative de Marseille, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête de l'association Sauvegarde des Avant-Monts et autres tendant à l'annulation dudit arrêté autorisant l'exploitation. Par la présente instance, l'association Sauvegarde des Avants-Monts et autres demandent l'annulation de l'arrêté du 22 novembre 2016 portant sur la dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune sauvage protégées pour la réalisation du parc éolien des Avants-Monts à Ferrières-Poussarou.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

2. Aux termes du I de l'article L. 411-1 du code de l'environnement, dans sa rédaction applicable à la date de l'arrêté contesté : *«Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : / 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle... de ces espèces(...); / 2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces (...); / 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; / (...) »*. L'article L. 411-2 de ce code dispose que : *«(...)/ 4° La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pouvant être évaluée par une tierce expertise menée, à la demande de l'autorité compétente, par un organisme choisi en accord avec elle, aux frais du pétitionnaire, et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : / (...) c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement (...) »*. L'article R. 411-6 du même code précise que *« les dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 sont accordées par le préfet »*. Enfin, l'article 4 de l'arrêté du 19 février 2007 visé ci-dessus dispose que : *« La décision précise : En cas de refus, la motivation de celui-ci ; En cas d'autorisation et, en tant que de besoin, en fonction de la nature de l'opération projetée, les conditions de celle-ci, notamment : - indications relatives à l'identité du bénéficiaire ; - nom scientifique et nom commun des espèces concernées; - nombre et sexe des spécimens sur lesquels porte l'autorisation ; - période ou dates d'intervention ; - lieux d'intervention ; - s'il y a lieu, mesures d'atténuation ou de compensation mises en oeuvre, ayant des conséquences bénéfiques pour les espèces concernées ; - qualification des personnes amenées à intervenir ; - description du protocole des interventions ; - modalités de compte rendu des interventions ; - durée de validité de l'autorisation ; conditions particulières qui peuvent être imposées en application de l'article R. 411-11 du code de l'environnement. Pour les opérations d'inventaire de populations d'espèces animales ou végétales, l'autorisation peut être conditionnée au versement des données recueillies à des bases de données et selon un format déterminé. »*.

3. Si lorsqu'elle délivre une dérogation à l'interdiction notamment de destruction des individus, des œufs, des nids ou des habitats naturels d'espèces protégées, l'administration doit énoncer dans sa décision les éléments de droit et de fait qui la conduisent à l'accorder, ces

dispositions n'impliquent toutefois pas de l'administration qu'elle retrace dans la motivation de sa décision les étapes de la procédure préalable à son édicton.

4. L'arrêté du 22 novembre 2016 comporte l'indication des textes qui en constituent le fondement. Par ailleurs il fait notamment mention de l'avis favorable avec réserve rendu le 30 mars 2016 par le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Languedoc-Roussillon. L'arrêté contesté indique que le projet répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale et économique, puisqu'il permet la production d'électricité au moyen d'énergies renouvelables, politique fondamentale pour l'Etat et contributive de l'atteinte de l'objectif du schéma régional de l'éolien à l'horizon 2020, qu'il permet une production équivalente à la consommation électrique de 26 500 personnes et enfin, qu'il implique des bénéfices socio-économiques conséquents dont un quart réalisé par des entreprises régionales. Cet arrêté expose qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante pour la réalisation de ce parc éolien. Enfin l'arrêté mentionne qu'eu égard aux mesures conservatoires proposées dans le dossier de demande de dérogation et reprises dans plusieurs articles de la décision, aux compléments de dossier et engagements fournis par le demandeur le 1^{er} août 2016, la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des espèces protégées concernées. Une telle motivation, qui n'avait pas à mentionner les recherches effectuées pour trouver une autre solution satisfaisante, répond aux exigences rappelées au point précédent. Par suite, le moyen tiré de l'insuffisante motivation de l'arrêté contesté doit être écarté.

5. Contrairement à ce qui est soutenu par les requérants, le préfet, qui s'est certes appuyé sur des éléments se rattachant à la phase de conception du parc et au dossier d'autorisation d'exploiter, n'a pas pour autant examiné la demande de dérogation en méconnaissant les effets du projet sur les espèces protégées. En l'espèce, le choix d'implantation du parc éolien, parmi plusieurs scénarii alternatifs élaborés en fonction des enjeux essentiels du projet, peut être regardé comme ayant intégré, dès la conception, l'évitement ou la limitation des impacts sur l'environnement, et notamment sur les espèces protégées. La prise en compte des espèces protégées a, par la suite, motivé la suppression de trois éoliennes initialement prévues au niveau des cols constituant des couloirs de déplacement majeurs pour les chiroptères et l'avifaune et l'instauration de plusieurs mesures compensatoires. Par suite, le moyen tiré du défaut d'examen sérieux doit être écarté.

6. Les dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement précitées n'imposent pas au préfet de justifier des recherches qu'il aurait effectuées pour trouver une autre solution satisfaisante mais soumettent à l'absence d'une telle solution la délivrance de la dérogation. En l'espèce, il ne ressort pas des pièces du dossier qu'il existerait une autre solution satisfaisante pour la réalisation du projet dont il s'agit. Par suite, le moyen tiré de la méconnaissance du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement doit être écarté.

7. En vertu de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement relatives aux espèces protégées, la décision de l'autorité administrative est prise après avis du Conseil national pour la protection de la nature (CNP).

8. S'il est constant que l'expert délégué du comité permanent du CNPN a rendu, le 1^{er} juin 2016, un avis défavorable, notamment quant aux effets néfastes sur les milieux des petites espèces de rapaces du secteur considéré, les dispositions introduites au point précédent n'impliquent pas que cet avis soit conforme. Il appartenait donc au préfet de l'Hérault d'apprécier, ainsi qu'il l'a fait, au vu de l'ensemble des éléments transmis, si la dérogation

sollicitée était de nature à nuire ou non au maintien des espèces protégées.

9. S'il ressort des pièces du dossier que la DREAL a émis la réserve que les surfaces compensatoires ne soient pas inférieures aux surfaces minimales impactées pour l'aigle royal évaluée à 68 hectares et que l'avis défavorable du CNPN indique que « la compensation de surface devrait être de 80 hectares minimum », l'article 3 de l'arrêté contesté énonce toutefois que, afin de réduire les impacts résiduels des travaux sur le milieu naturel des espèces protégées, la SAS met en œuvre, pour une surface minimale de 80 hectares, une restauration puis un entretien favorable aux espèces visées par la dérogation sur les terrains localisés dans la carte jointe en annexe 3 de l'arrêté. Le même article, dédié aux mesures compensatoires, prévoit également l'élaboration d'un plan de gestion des parcelles compensatoires devant comprendre notamment un état initial naturaliste des terrains compensatoires, à partir de prospections de terrains spécifiques réalisés au plus tard en 2017, suivant les méthodes et protocoles de prospection permettant une évaluation fiable des espèces présentes avant restauration pour chacun des groupes d'espèces visées par la dérogation. Cette mesure prend en compte les réserves formulées dans l'avis de la DREAL et reprises dans celui du CNPN quant au caractère indispensable du recours à des plans de gestion compensatoires. Enfin, la SAS Parc éolien des Avants-Monts, appréhendant les réserves des avis de la DREAL et du CNPN, a proposé un autre site pour l'application de la mesure d'accompagnement MA-02.

10. Ainsi, les compléments de dossiers et engagements fournis le 1^{er} août 2016 par la SAS Parc éolien des Avants-Monts, qui n'avaient pas à être détaillés dans l'arrêté litigieux, répondent aux réserves attachées à l'avis de la DREAL du 13 novembre 2015 et à l'avis défavorable du CNPN du 1^{er} juin 2016, notamment quant à la protection des petites espèces de rapaces. Eu égard à ces éléments, le préfet de l'Hérault, qui n'était pas lié par l'avis défavorable du CNPN a pu, sans commettre d'erreur, apprécier que la dérogation ne nuisait pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et n'a pas méconnu les dispositions du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

11. Il résulte de tout ce qui précède que, sans qu'il soit besoin de se prononcer sur les fins de non-recevoir opposées en défense, les conclusions à fin d'annulation présentées pour l'association Sauvegarde des Avant-Monts et autres doivent être rejetées.

Sur les frais liés au litige :

12. En vertu des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, le tribunal ne peut pas faire bénéficier la partie tenue aux dépens ou la partie perdante du paiement par l'autre partie des frais qu'elle a exposés à l'occasion du litige soumis au juge. Les conclusions présentées à ce titre pour l'association Sauvegarde des Avant-Monts et autres, qui sont les parties perdantes, doivent, dès lors, être rejetées.

13. Dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de mettre à la charge de chaque requérant la somme de 50 euros au titre des frais non compris dans les dépens exposés par la SAS Parc éolien des Avants-Monts.

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête de l'association Sauvegarde des Avant-Monts et autres est rejetée.

Article 2 : Chaque requérant versera la somme de 50 euros à la SAS Parc éolien des Avant-Monts au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à l'association Sauvegarde des Avant-Monts, à M. et Mme Roger et Maryse Veyrac, à M. et Mme John et Corinne Adams, à M. et Mme Bernard et Françoise Petit, à M. et Mme Victor et Cornélia Nickolson, à M. Etienne Hiernaux, à Mme Brigitte Marchand, à M. Oscar Kallai, à M. Stéphane Quiquerez, à M. Jean-Paul Quiquerez, à M. et Mme Maurice et Danièle Léger, à M. Abdon Auberthie, à Mme Elia Steckly, à M. Charles Leduc, à Mme Michèle Vernier, à M. Yves Chabas, à M. Francis Garrido, au ministre de la transition écologique et solidaire et à la SAS Parc éolien des Avant-Monts.

Copie pour information en sera adressée au préfet de l'Hérault.

Délibéré après l'audience du 4 septembre 2018, à laquelle siégeaient :

Mme Marianne Hardy, présidente,
Mme Michelle Couégnat, première conseillère,
Mme Daphné Lorriaux, première conseillère.

Lu en audience publique le 27 septembre 2018.

La rapporteure,


D. LORRIAUX

La présidente,


M. HARDY

La greffière,


A. LACAZE

La République mande et ordonne au ministre de la transition écologique et solidaire, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Montpellier, le 27 septembre 2018.
La greffière,


A. LACAZE